



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARC-EN-CIEL 2034

2 Route de La Navale
44220 Couëron

Références : N3-2026-472
Code AIOT : 0006301049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement ARC-EN-CIEL 2034 implanté 2 route de la Navale 44220 Couëron. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle sur le thème spécifique air.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARC-EN-CIEL 2034
- 2 route de la Navale 44220 Couëron
- Code AIOT : 0006301049

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ARC-EN-CIEL 2034 implanté à Couëron regroupe une unité de valorisation énergétique (UVE) d'ordures ménagères résiduelles, un atelier de tri des collectes sélectives (ATCS) et un atelier tout-venant (ATV).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Contrôle des équipements de mesures en semi-continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	AP Complémentaire du 18/09/2024, article 1.5	Demande d'action corrective	1 mois
10	Atelier Collecte Sélective : Limitation des tonnages	AP Complémentaire du 24/07/2023, article 1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 18/09/2024, article 1.4.1.1	Sans objet
2	Contrôle et étalonnage des équipements de mesures en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	normales		
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet
6	Indisponibilité des dispositifs de traitements	AP Complémentaire du 08/01/2019, article IX.2.3	Sans objet
7	Efficacité énergétique de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7	Sans objet
8	Matières consommables pour le traitement des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 08/01/2019, article II.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les émissions atmosphériques de l'unité de valorisation énergétique du site ARC-EN-CIEL 2034 sont surveillées selon les prescriptions requises, sans dépassement réglementaire constaté de valeurs limites d'émission en 2025. Toutefois, 3 non-conformités ont été relevées lors de l'inspection. L'exploitant mettra en œuvre les actions correctives correspondantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2024, article 1.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les mesures prévues dans le programme de surveillance des rejets atmosphériques mis en place sont réalisées aux fréquences minimales définies à l'article 28 de l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux. En complément, l'exploitant réalise la mesure en continu du mercure (dès mise en service des équipements nécessaires). En cas d'analyse non-conforme sur un paramètre de la surveillance en semi-continu, le contrôle ponctuel à l'émission prévu au b-1 de l'article 28 est réalisé sous le délai de 10 jours maximum à compter de la date de réception des résultats d'analyse.
Constats :

<p>L'exploitant réalise les mesures suivantes dans le cadre du programme de surveillance des rejets atmosphériques pour le système de traitement des gaz au niveau de l'UVE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mesures en continu : poussières totales, CO, COT, NH₃, NO_x, HCl, SO₂, HF, Hg - Mesures en semi-continu : PCDD/PCDF (dioxines et furanes) - Mesures semestrielles : Cd+Tl, métaux à l'exception du Hg, PBDD /PBDF (dioxines bromées) - Mesures annuelles : Benzo[a]pyrène <p>Les PCB de type dioxines sont suivis mensuellement (échantillon à long terme) et semestriellement (échantillon à court terme).</p> <p>Deux campagnes de surveillance semestrielles par un organisme externe sont réalisées par un bureau de contrôle.</p> <p>Pour l'année 2025, la première campagne s'est déroulée du 18 au 20 mars et la deuxième campagne a eu lieu du 17 au 19 novembre. Les rapports de contrôle concluent à la conformité réglementaire des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 janvier 2019. Enfin, une campagne de surveillance des rejets atmosphériques a été réalisée en mars 2026 par un organisme externe. L'exploitant est en attente des résultats le jour de l'inspection.</p> <p>Le mercure est suivi en continu sur l'installation depuis 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle et étalonnage des équipements de mesures en continu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu [...] des polluants atmosphériques [...] sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède actuellement aux contrôles QAL2 et AST sur les équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques.</p> <p>Le dernier test de surveillance annuel (procédure AST) pour les cheminées 1 et 2 a été réalisé par un bureau de contrôle accrédité COFRAC les 18 et 19 mars 2025. Dans le rapport, les remarques suivantes sont émises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOx lignes 1 et 2 : tests de variabilité valides mais les fonctions d'étalonnages sont non valides, il est nécessaire d'effectuer un nouveau QAL 2 - Vitesse : Fonctions d'étalonnages non valides et tests de variabilité validés (Au regard des résultats comparatifs AMS/SRM sur la ligne 1, il semblerait qu'une fonction y=x serait plus adaptée que la fonction qui a été définie lors du QAL2.)

<p>Un nouveau QAL2 a été réalisé en mars 2026. L'exploitant est en attente des résultats. Le QAL 2 précédent a été réalisé en mars 2025 respectant ainsi la fréquence de 3 ans.</p> <p>L'exploitant indique que le QAL3 est effectué par la société ENVEA qui gère le parc des analyseurs du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prendra en compte les remarques issus du rapport AST de 2025 pour rectifier les prochaines procédures QAL/AST qui seront mises en oeuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle des équipements de mesures en semi-continu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative. L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le suivi des mesures en semi-continu des rejets atmosphériques pour le suivi des dioxines-furanes (PCDD/PCDF), l'exploitant indique que les cartouches du système de prélèvement sont changées mensuellement et analysées en laboratoire par un bureau de contrôle agréé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera les modalités de réalisation du contrôle et de l'essai annuel de vérification des équipements de mesure en semi-continu des dioxines-furanes (PCDD/PCDF).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté deux rapports de mesures de rejets atmosphériques réalisés en conditions OTNOC qui ont été réalisés en septembre 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'essais OTNOC en phase arrêt sur la cheminée n°1 réalisé les 5 et 6 septembre 2025 ; - Rapport d'essais OTNOC en phase de redémarrage sur la cheminée n°2 réalisé du 13 au 16 septembre 2025. <p>Ces mesures ont été effectuées par un bureau de contrôle accrédité COFRAC.</p> <p>L'exploitant précise que les résultats obtenus correspondent à des données "brutes", non comparables avec les VLE fixées par l'arrêté préfectoral. Une analyse approfondie de ces résultats est prévue avec la direction technique de Veolia.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les

<p>incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de gestion des situations OTNOC applicable à l'unité de valorisation énergétique. Ce document comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des défaillances potentielles, - les causes et conséquences, - la descriptions des phénomènes redoutés avec les critères OTNOC associés (notamment dépassements VLE polluants concernés, diminution de la température de combustion...), - les actions mises en oeuvre afin de réduire la fréquence d'occurrence de ces défaillances. <p>Au total, 98 situations pouvant conduire à des OTNOC sont répertoriés dans ce plan de gestion. En salle de supervision, les opérateurs assurent un suivi en permanence des dépassements des VLE. Ces derniers déclenchent des alertes visuelles sur les interfaces de conduite de l'installation. Ces dépassements sont notifiés dans le cahier de quart et dans le logiciel "Factor" pour assurer leur traçabilité.</p> <p>Sur l'année 2025, l'exploitant a comptabilisé 4 jours 6 heures et 48 minutes de dépassement en situation OTNOC pour la ligne n°1 et 4 jours et 5 heures pour la ligne n°2.</p> <p>A fin février 2026, les durées cumulées en situation de OTNOC était de 14 heures et 1 minute pour la ligne n°1 et de 11 heures et 7 minutes pour la ligne n°2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Indisponibilité des dispositifs de traitements

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2019, article IX.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La durée maximale des arrêts, dérèglements, ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu [...] montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.</p> <p>La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 26 mars 2026, les durées d'indisponibilité enregistrées étaient les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ligne 1 : 2h

<p>- Ligne 2 : 1h30</p> <p>Sur l'année 2025, le rapport d'activité fait état de 47h30 pour la ligne 1 (dont 21h30 imputables aux explosions des bouteilles de protoxyde d'azote) et de 45h pour la ligne 2 (dont 15h liées aux mêmes incidents).</p> <p>Aucun dépassement du "compteur 60 heures" n'a été constaté.</p> <p>Dans le contexte des explosions répétées dues aux bouteilles de protoxyde d'azote, l'exploitant indique maintenir l'intégration des dépassements de VLE au CO dans le suivi du "compteur 60 heures" tout en distinguant les dépassements liés aux explosions de protoxyde d'azote.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique avoir installé un booster d'air secondaire pour atténuer les pics de CO lors des explosions. Ce dispositif remplace une intervention manuelle des salariés en salle de supervision qui était moins réactive que cet automate.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Efficacité énergétique de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant détermine, dans le cas d'une nouvelle unité d'incinération ou après chaque modification d'une unité d'incinération existante susceptible d'avoir une incidence notable sur l'efficacité énergétique, l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en procédant à un essai de performance à pleine charge. Dans le cas d'une unité d'incinération existante qui n'a pas fait l'objet d'un essai de performance, ou lorsqu'il n'est pas possible de réaliser un essai de performance à pleine charge pour des raisons techniques, il est possible de déterminer l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en tenant compte des valeurs de conception dans les conditions de l'essai de performance. L'efficacité de production électrique brute ainsi que l'efficacité de valorisation énergétique brute sont explicités au sein de l'annexe 1 - paragraphe 1.4. Les rendements indiqués dans le tableau ci-après pour les installations d'incinération des boues d'épuration et des déchets dangereux autres que les déchets de bois dangereux sont exprimés comme le rendement de la chaudière. Ce dernier représente le rapport entre l'énergie produite par la chaudière (par exemple, vapeur, eau chaude) et l'énergie fournie au four par la combustion des déchets et du combustible auxiliaire (exprimées en fonction du pouvoir calorifique inférieur). Les unités d'incinération respectent les niveaux d'efficacité énergétiques minimaux fixés dans le tableau de l'article 2.2.7</p>
<p>Constats :</p> <p>L'efficacité de valorisation énergétique brute de l'installation est évaluée chaque année et pour 2025, elle est établie à 93.9 %. Le niveau d'efficacité est conforme car supérieur au minimum réglementaire établie à 75 %.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Matières consommables pour le traitement des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2019, article II.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches à filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, ...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des réactifs utilisés pour le traitement des gaz a été vu par sondage lors de la visite pour les mois de janvier et février 2026. Les produits concernés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaux (stockée en vrac dans un silo), - minsorb, - ammoniacque (stockée en vrac dans un silo), - soude. <p>L'exploitant déclare passer des commandes régulièrement (variable et adaptées à la consommation de chaque réactif) et assure un suivi des niveaux des stocks via le logiciel "Factor" avec des alertes automatiques en cas de niveaux bas. Aucune difficulté d'approvisionnement n'a été signalée pour ces réactifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2024, article 1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[Tableau des paramètres mesurés et valeurs limites d'émissions (VLE)]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les effluents liquides issus du traitement des gaz de combustion des fours sont traités dans une station d'épuration spécifique avant un rejet au réseau d'assainissement collectif.</p> <p>L'exploitant fait réaliser le contrôle de la qualité de ses effluents en continu pour certains paramètres (débit, température, pH, MES et COT), mensuelle et semestrielle pour d'autres paramètres.</p> <p>Dans le rapport d'activités de février 2026, plusieurs dépassements sont constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débit (VLE moyenne mensuelle 120 m³/jour - VLE en pointes exceptionnelles : 150 m³/j), plusieurs dépassements sont constatés dont un maximum à 228,48 m³/j. L'exploitant indique que cela est dû à un changement de réactif du traitement des eaux qui entraîne un "moussage" des eaux faussant les mesures des capteurs de niveau. L'exploitant envisage de revenir à l'ancien floculant qui n'engendrait pas ces perturbations. • Matières en suspension (MES) et carbone organique total (COT) : le rapport fait état de défauts de mesures liés aux analyseurs hors service (valeurs non interprétables) en raison de bouchage récurrent du filtre en "Y". L'exploitant a prévu des interventions de Veolia eau pour le paramétrage des sondes et en recherche de solutions pour l'emplacement du

<p>filtre afin d'éviter son colmatage.</p> <p>Sur l'année 2025, plusieurs dépassements sur le paramètre fluorures ont été constatés (concentrations de 18 mg/l pour février et mai 2025 pour une VLE à 15 mg/l). L'exploitant précise tester actuellement un nouveau réactif permettant l'abattement sur les fluorures.</p> <p>Par ailleurs, concernant les VLE liés au débit, l'exploitant précise que la VLE journalière retenue dans le cadre GIDAF est de 120 m³/j ce qui engendre des dépassements alors que la moyenne mensuelle est respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure, dans les meilleurs délais, de la fiabilité de ces appareils de mesures et de la résolution de la problématique de moussage dû au nouveau réactif afin d'avoir des mesures interprétables conformément à l'article 1.5 de l'APC du 18/09/2024.</p> <p>Concernant le débit, l'exploitant réalise un porter à connaissance d'adaptation de l'APC du 18/09/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Atelier Collecte Sélective : Limitation des tonnages

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/07/2023, article 1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage amont dispose d'une autonomie maximale de 2,9 j soit 5 500 m³ de façon nominale (base de calcul : 44 376 t/an soit 155 t/j - débit moyen de tri : 14 t/h - hauteur de stockage dans le hall de 6 m au maximal et de 5 m en nominal). En cas de situations exceptionnelles justifiées, le volume du stock amont peut être porté à 6 000 m³ sous réserve que le stock total, y compris les stocks aval, soit limité à 8 500 m³.</p> <p>Les matériaux valorisables sont stockés temporairement dans 9 trémies de stockage et un FMA (Fond mouvant automatique) pour les refus, situés sous la cabine de tri. Le pré-stockage dans l'atelier de conditionnement automatique est limité (environ 30 balles).</p> <p>Concernant le stock aval, dont le volume de stockage en exploitation normale est limité à 2 500 m³, tous les espaces de stockages de déchets triés confondus, avec la possibilité d'être porté à 3 000 m³ sous réserve que le stock total, y compris le stock amont, reste limité à 8 500 m³.</p> <p>La capacité maximale de stockage aval de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles et bois est de 3 000 m³ ainsi répartis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - JRM (journaux, revues et magazines) en vrac : 900 m³ ; - Cartons : 175 m³, Gros de Magasin en balles : 300 m³ ; - EMR (Emballages ménagers recyclables) en balles : 300 m³ ; - ELA (Emballages de liquides alimentaires) : 300 m³, PET (Polytéréphtalate d'éthylène) : 300 m³, films en balles : 150 m³, PE/PP (Polyéthylène/polypropylène) : 275 m³, Mix DEV (Flux développement) : 300 m³.
<p>Constats :</p>

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks aval daté au 21 mars 2026 suivant :

- JRM (journaux, revues et magazines) en vrac (max 900 m³) : 72 tonnes
- Cartons : 175 m³ : 146 tonnes
- Gros de Magasin en balles (max 300 m³) : 266 tonnes
- EMR (Emballages ménagers recyclables) en balles (max 300 m³) : 172 tonnes
- ELA (Emballages de liquides alimentaires) (max 300 m³) : 54 tonnes
- PET (Polytéréphtalate d'éthylène) (max : 300 m³) : 25 tonnes
- Films en balles (max 150 m³) : 20 tonnes
- PE/PP (Polyéthylène/polypropylène) (max 275 m³) : 91 tonnes
- Mix DEV (Fluxdéveloppement) (max 300 m³) : 19 tonnes

TOTAL (max 3000 m³) : 865 tonnes

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de convertir les tonnages en volume.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirme l'état des stocks aval en transmettant à l'inspection des installations classées les volumes associés aux tonnages indiqués le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois